

Texte d'orientation de l'AGEL-UNEF (Lille)

adopté lors du congrès local de mai/juin 2000

Pour un syndicat combatif **organisant la résistance étudiante**

Ce document se situe dans la continuité du texte voté au dernier congrès local (mars 1999) et du texte voté en mai 1999 justifiant le maintien de l'AGEL dans l'UNEF. Il vise à préciser notre orientation à un moment crucial de la vie de notre organisation, qui manque de cohésion et de ligne syndicale clairement définie. (NB : L'AGEL-UNEF est relativement en accord sur les questions universitaires mais, demain, l'étudiant sera un travailleur et a, donc, intérêt à s'intéresser à la société de manière générale. C'est pourquoi les parties non universitaires ont pris une telle place au congrès de notre AGE).

I Analyse de la situation actuelle

A Les étudiants et l'université

Le milieu étudiant est hétérogène (origine de classe différente) et transitoire. L'immense majorité des étudiants sont néanmoins, en plus d'être utilisateurs d'un service de formation, de futurs travailleurs salariés.

Les tenants du système veulent, au moindre coût pour eux, le service de formation qui leur soit le plus profitable possible.

« Le moindre coût »

Le moindre coût pour eux a évidemment des conséquences catastrophiques pour nous.

Tout d'abord, la situation financière des étudiants se dégrade sous le double coup de la baisse relative des aides sociales, de l'augmentation des prix de ce service de formation (frais d'inscription, de bibliothèque, de matériel divers type photocopies, instruments d'expérimentation, ..) et du coût des services étudiants (logement, transport, restauration,...). Cette dégradation est telle que les étudiants constituent la catégorie de la population en plus mauvaise santé de la société. Cette détérioration financière des étudiants fait monter le taux d'étudiants contraints de se salarier, ce qui constitue la première cause d'échec dans les études. Beaucoup d'entreprises (genre Mac Do, télé-vente,...) en profitent pour obtenir une main d'œuvre « propre sur elle », pas très revendicative sur les conditions de travail et de salaire (difficile de se motiver pour améliorer les conditions d'un emploi transitoire). Nous constatons de surcroît que cette précarisation des étudiants est encore plus marquée pour les étudiantes et pour les étudiants(es) étrangers(es).

De surcroît, le seul emploi adapté à la vie étudiante, à savoir le pionnicat, a été affecté pour une bonne partie d'abord à des appelés du contingent, et maintenant à des emplois-jeunes. Toutes les entreprises sont intéressées à ce que leurs futurs travailleurs traversent une période précaire et s'habituent ainsi à l'austérité.

L'insuffisance des aides sociales pousse les étudiants non seulement à se salarier mais en jettent aussi dans les bras des banquiers pour les prêts. Ils leur promettent monts et merveilles mais cela débouche fatalement à ce que l'étudiant arrive endetté sur le marché du travail. Cela le contraint alors à accepter les emplois les plus précaires.

L'AGEL-UNEF confirme son accord avec l'analyse de la partie « quelle aide sociale? » adoptée à son congrès local du 79^{ème} congrès de l'UNEF de mai 1999:

Deux éléments apparaissent dans tous les débats que l'UNEF peut mener sur l'aide sociale:

- 1- Cette aide est insuffisante et inégalitaire. Comment peut-on parler d'université "démocratisée" quand chaque étudiant ne dispose pas des mêmes moyens pour étudier? La justice sociale n'a évidemment pas accompagné la massification de la population étudiante.
- 2- Les CROUS ne tiennent plus compte de leur mission de service public! La privatisation s'accélère au sein des oeuvres sociales, notamment pour le logement et la restauration. Comme la privatisation suppose la loi du profit et de la concurrence, ce processus ne peut qu'accentuer les inégalités entre les étudiants.

1) UN SYSTEME INEGALITAIRE ET INSUFFISANT

L'observatoire de la vie étudiante chiffre à 3500F par mois le montant nécessaire à chaque étudiant pour vivre et étudier décemment. Cependant, pour l'année 98/99, le montant mensuel maximum des bourses — auxquelles trop peu d'étudiant ont accès — est de moins de 2300F. Les premiers versements ont par ailleurs été effectués avec plusieurs mois de retard. Pour pallier cette insuffisance de l'aide sociale, les étudiants n'ont souvent que deux choix: les petits boulots ou les prêts bancaires. C'est ainsi que près de la moitié d'entre nous se salarie. Le temps que nous passons à financer nos études de la sorte n'est donc pas consacré à notre véritable formation. De plus, les horaires de cours et de boulot se chevauchent généralement.

Les seuls moyens pour les étudiants salariés de ne pas prendre trop de retard à l'université reste alors le télé-enseignement (qui n'existe pas partout, dans toutes les formations et dont le prix est inabordable pour beaucoup d'entre nous) ou les cours du soir qui ne sont pas une solution pleinement satisfaisante.

2) PRIVATISATION ET INJUSTICE SOCIALE

L'autre solution adoptée par quelques étudiants (notamment dans les filières dont les horaires ne permettent pas une activité salariée) est constituée par les prêts bancaires. Même si certains paraissent avantageux, un prêt reste un prêt et il est inacceptable que les établissements bancaires réalisent ainsi des profits alors que nous demandons simplement de pouvoir vivre et étudier dans de bonnes conditions. De plus, quitter l'université et tenter de rentrer dans la vie active endetté est un handicap certain.

En ce qui concerne la vie quotidienne, les transports constituent un coût considérable pour les étudiants (de 140 à 200F par mois à Lille). L'UNEF réclame donc la gratuité des transports en commun.

En matière de logement, le CROUS doit proposer plus de chambres et rénover les cités sans que le coût en soit assumé par les étudiants. Quant à la restauration, il est anormal que l'étudiant paie de plus en plus cher le repas au Resto-U alors que dans le même temps, la part de l'état dans le financement du ticket de R.U ne cesse de diminuer. En même temps, nous dénonçons la concurrence qui s'instaure entre le CROUS et le secteur privé dans les mêmes oeuvres sociales. L'exemple le plus frappant concerne le logement universitaire. L'étudiant qui ne dispose de presque aucune ressource est contraint de loger dans des 9 m² le plus souvent insalubres, tandis que les entreprises privées s'engraissent sur le dos des étudiants désirant "autre chose" ou ne pouvant pas se procurer une chambre en cité-U.

Si l'on veut voir un jour naître une université de justice sociale, le réengagement financier massif de l'Etat dans l'enseignement supérieur est donc indispensable.

La justice sociale à l'université passe aussi par la gratuité des droits d'inscription et le retour à la prise en charge totale de la cotisation de sécurité étudiante par l'Etat. Pour le moment, seuls les étudiants boursiers ou ceux qui connaissent de graves difficultés financières peuvent bénéficier de l'exonération des frais d'inscription, soit automatiquement (pour les boursiers), soit en faisant la demande auprès de la scolarité après avis de l'assistance sociale de l'université.

La justice sociale et l'égalité des chances passent enfin par l'arrêt définitif des subventions publiques destinées aux facs privées, véritables instruments de la sélection et de la ségrégation financière, ainsi que par le retour des bâtiments de ces établissements au service public d'enseignement supérieur.

LE PLAN SOCIAL ETUDIANT : analyse et bilan

Lors de l'été 1998, C. Allègre annonçait les mesures du Plan Social Etudiant. Celui-ci était alors présenté comme un plan de rattrapage en matière d'aide sociale pour les étudiants.

Le thème de l'aide sociale a en effet été longtemps occulté par les derniers gouvernements. Si ce sujet était évoqué, c'était dans le mauvais sens du terme : privatisation des oeuvres sociales, prêts bancaires appelés à se substituer au versement des bourses... Toutes ces attaques contre nos acquis sociaux nous ont conduit à adopter une stratégie défensive (ex : occupation des RU contre la hausse des loyers en résidence), et ceci au dépend de nos revendications et de nos propositions. La mise en place du PSE est l'occasion pour l'UNEF de s'emparer du débat sur l'aide sociale. Si nous sommes conscients que ce plan, en élargissant notamment les critères d'attribution des bourses, peut rendre service aux étudiants les plus démunis, il nous paraît très loin de nos besoins, de nos revendications et des réalités sociales du monde étudiant.

LES BOURSES

Les taux des bourses sont réévalués de 3% et de 5% pour les 5^e échelon. Cette augmentation n'est que purement symbolique puisqu'elle ne permet toujours pas aux titulaires de la bourse de vivre décemment quand celle-ci constitue le seul revenu dont l'étudiant dispose.

Le plafond d'attribution est revu à la hausse pour permettre à 10 000 étudiants supplémentaires de toucher la bourse. L'objectif annoncé est de parvenir à 30% de boursiers en 4 ans... Quand on sait qu'aujourd'hui encore plus de 40% d'entre nous se salarie pour pouvoir étudier, cette mesure est pour le moins peu ambitieuse.

Le PSE prévoit la création d'une bourse échelon zéro, ses titulaires auront le même statut que les boursiers : exonération des frais d'inscription et d'une partie de la sécurité sociale. Cette bourse serait réservée à ceux qui dépassent de peu le plafond. Ils bénéficieraient en outre de certains avantages matériels (réduction ou gratuité pour certains transports en commun par exemple).

Enfin, Allègre promet de délivrer 12 000 AIE supplémentaires. Cette aide est souvent vitale pour les étudiants en échec mais ses critères d'attribution sont extrêmement confus, et les commissions chargées de la répartir le font presque toujours de manière arbitraire. Un syndicat comme le nôtre qui milite pour le maintien de la bourse intégrale en cas de redoublement ne peut se satisfaire d'une telle disposition. De plus, la création d'une bourse par cycle d'études ne semble pas aller dans ce sens.

LE LOGEMENT

Le PSE aborde la question de la vie universitaire d'une manière extrêmement minimaliste. La rénovation de 150 000 logements est prévue. Vu l'état de délabrement de la grande majorité des logements étudiants, nous ne pouvons que nous satisfaire de cet engagement. Cependant rien n'est dit, ou alors peu clairement, sur le financement de ces rénovations. A l'heure où les entreprises privées participent de plus en plus à la gestion des cités-U, rien dans le contenu du PSE ne semble contrecarrer cette privatisation latente de nos résidences. De même, la construction de 12 000 nouvelles chambres (dont 8 000 pour la seule région parisienne jusque là écartée de ce genre de projet) reste insuffisante. Une fois encore, rien n'est dit sur le financement de ces nouvelles constructions.

Ce n'est pas le rôle de notre organisation de cautionner ce « ravalement de façade ». L'UNEF se doit d'abord d'avancer des propositions alternatives pour amener l'ensemble des étudiants à lutter contre le démantèlement de l'aide sociale. C'est notre devoir de prévenir et refuser toute forme de privatisation des oeuvres sociales. Cependant des besoins importants existent : encore de nombreux sites universitaires sont privés de Cités-U ou de RU. Il ne s'agit pas pour combler cette absence (ce que le PSE ne prévoit pas toujours de faire) de faire appel à des entreprises privées (restauration via les cafétérias ou les sandwicheries, logement) mais de placer l'Etat devant sa mission de service public pour assurer des conditions d'études décentes.

UNE NOUVELLE FORME D'AIDE SOCIALE ?

Le système d'aide sociale actuel n'est pas satisfaisant, car socialement injuste et incohérent.

L'aide directe est composée de trois éléments principaux qui relèvent plus de la charité (les bourses) ou de l'absurde (l'abattement fiscal) que de la justice sociale :

1/ Les bourses.

Elles sont insuffisantes en montant et en nombre et permettent moins de vivre que de survivre. Le versement ne se fait que deux mois après la rentrée et les vacances d'été ne sont pas prises en compte.

Puisqu'elles sont attribuées sur les critères de revenu des parents, elles ne tiennent pas compte de l'autonomie financière de l'étudiant. Par ailleurs, le seuil de revenu exclut les étudiants dont la situation sociale est proche des boursiers du 1^{er} échelon. L'évocation dans le PSE de la bourse « échelon zéro » n'y fait rien : les bénéficiaires seraient exonérés des frais d'inscription, mais cela était déjà le cas dans la loi de janvier 1984.

Enfin, les bourses ne sont pas conservées en cas d'échec universitaire. Le statut des AIE rend la situation de nombre d'étudiants encore plus précaire.

Les bourses ne constituent pas la principale forme d'aide sociale directe : en 1998, elles n'en concernaient que 27% contre 38% pour la demi-part fiscale. Cette « peau de chagrin » ne constitue en fait qu'une méritocratie misérabiliste. Militer pour l'extension des bourses, pour leur versement sur toute l'année et pour le maintien en cas de redoublement constitue des mesures d'urgence nécessaires mais ne forme pas une véritable alternative sociale.

2/ La demi-part fiscale.

Les familles bénéficient d'une réduction d'impôts censée compenser les frais occasionnés par la scolarité ou les études de leurs enfants. Plus la famille est riche, plus la réduction est élevée : celle-ci est proportionnelle au revenu imposable. En revanche, les classes les plus défavorisées n'en profitent pas puisqu'elles ne sont pas assujetties à l'impôt sur le revenu.

3/ L'ALS.

Celle-ci est accordée à tous les étudiants mais son mode d'attribution est absurde. En effet, cette prestation est calculée sur les ressources propres de l'étudiant. Ceux qui dépendent fiscalement de leur famille ne déclarent rien et perçoivent ainsi le plafond maximal de l'ALS. En outre, l'ALS prend en compte le montant du loyer : plus celui-ci est élevé, plus la prestation est importante.

Les carences et les contradictions de ce système contraignent près de 50% des étudiants à se salarier pour financer leurs études. D'autres les abandonnent, découragés par le manque de moyens. Pour garantir l'accès de tous aux études supérieures, la création d'un statut social unique des étudiants est indispensable, véritable condition de la réussite universitaire. Garantir l'accès de tous à l'enseignement supérieur en accordant les mêmes moyens à chaque étudiant en mettant en avant l'égalité des droits entre tous les étudiants, c'est-à-dire garantir le droit d'étudier, tel est le genre de propositions que l'UNEF est capable d'avancer pour faire progresser la justice sociale à l'Université et ailleurs.

Par ailleurs, la logique d'un service de formation au moindre coût pousse dans une certaine mesure à limiter l'accès à l'université surtout après bac+2, bac+3. On procède à des économies d'échelle type pôle d'excellence. Ceci constitue un nouvel élitisme, en complément de l'arsenal des grandes écoles et des classes préparatoires.

Le moindre coût signifie également la précarisation du personnel enseignant et non-enseignant. Les étudiants bénéficient d'un personnel plus surchargé et donc moins disponible.

L'infrastructure (bâtiments d'enseignements, bibliothèques, logements, restaurants, crèches,...) est aussi globalement en baisse pour la qualité, cette dégradation provoque de gros problèmes d'hygiène, et insuffisante pour les besoins actuels.

Cette régression généralisée de la situation étudiante est un facteur objectif pour augmenter la résistance étudiante. Mais ce facteur objectif butte sur le problème du caractère transitoire de la condition d'étudiant : l'étudiant a tendance à considérer qu'il ne s'agit que d'un « mauvais moment à passer ».

« Le service le plus profitable »

Les tenants du système veulent, au moindre coût pour eux, le service de formation qui leur soit le plus profitable possible.

Le service le plus profitable pour les tenants du système signifie que celui-ci doit fournir de la main d'œuvre formée à leurs besoins immédiats, peu chère et servile. Ces requins poussent à réduire les formations au fonctionnel (uniquement le « comment ça marche », jamais le « pourquoi ça marche ») et au strict professionnalisant. Leurs besoins sont des enseignements fondés sur l'acquisition de l'expérience" d'un certain nombre de comportements d'adaptation. Ils ont besoin d'un grand nombre d'étudiants formés entre bac et bac +3, suite à l'intellectualisation des tâches, et souhaitent réduire et déqualifier les formations de niveau bac+4, bac+5. C'est dans ce cadre qu'il faut situer la politique de professionnalisation et le système 3,5,8. Par ailleurs, ils cherchent à casser la reconnaissance des diplômes dans les conventions collectives, notamment par la suppression du cadre national.

L'adaptation des formations déjà existantes s'accompagne par la création de nouveaux « diplômes » complètement professionnalisés dépourvus de véritable caractère national. (licence pro).

La tendance du capitalisme à la marchandisation fait que l'éducation, la formation sont appelées à devenir un des plus gros marchés au monde (mille milliards de dollars au niveau mondial). Cela passe par trois voies:

- Les partenariats universités-entreprises sont en fait de véritables achats de parts de marché. Une entreprise ou un groupe d'entreprises adapte par cette voie les formations à ses besoins et profitent ainsi d'une main d'œuvre plus productive, et fait donc plus que se rembourser des frais engagés. En outre, ces partenariats augmentent artificiellement la demande à travailler pour cette entreprise ou ce groupe par l'attrait de cofinancement d'études et de fausses perspectives d'emploi. Les entreprises peuvent ainsi renforcer la pression sur le travail à fournir et sur les salaires.
- Les capitalistes profitent du mauvais état de l'infrastructure universitaire pour privatiser les services annexes tels que les logements, la restauration,... ce qui renforcent la précarisation estudiantine.
- Ils créent des formations totalement privées, souvent financées par l'argent public à l'instar de la fac Pasqua, pour obtenir immédiatement ce que la résistance (parfois la simple lourdeur) à l'intérieur des universités ne leur a pas permis.

Ces phénomènes se renforcent mutuellement par l'autonomie des facs, la régionalisation et l'eupéanisation.

L'AGEL-UNEF considère que son analyse des réformes Bayrou et Allègre dans la partie « la politique universitaire depuis le dernier congrès (Toulouse) » est encore de pleine actualité:

La réforme Bayrou s'applique.

Il est important de dire quelques mots sur la réforme Bayrou, qui est la dernière en date qui est appliquée aujourd'hui dans les universités. François Bayrou a, en 1996, repris le travail de Jospin lors de son passage au ministère de l'Education Nationale entre 1989 et 1992:

- par une réforme pédagogique, disloquer totalement les DEUG et professionnaliser les premiers cycles pour "tenir compte de la réalité du marché du travail".
- accélérer la régionalisation des facs en ce qui concerne le financement, avec la mise en place du plan "Université 2000+", poursuite du plan "Université 2000" initié par Jospin (en 1991) qui fait que les facs sont de plus en plus financées par des collectivités territoriales (conseils généraux, régionaux...) et de moins en moins par l'Etat.

Cette réforme s'est appliquée à des rythmes différents en fonction des facs et même en fonction des UFR. Ceci dit, la réforme pédagogique a été largement généralisée: appauvrissement des enseignements (création des UE de découverte, baisse du nombre d'heures des matières fondamentales...), semestrialisation, création des stages au moins dans les 2èmes cycles littéraires (exemple de la maîtrise "professionnalisante" de Lettres Modernes avec le stage "rédaction de catalogue" à Lille III)...

Le plan "université 2000+" s'est bien mis en place, permettant à l'Etat de se désengager financièrement et contraignant les étudiants à payer plus de droits d'inscription.

Malgré quelques luttes locales et la diffusion de l'information, nous avons fait les frais ici, d'un manque de relais de notre union nationale, qui ne s'est pas clairement prononcée contre cette réforme (avec notamment l'abstention de notre représentant au CNESER lors du vote sur les textes de la réforme)

Allègre, ou comment passer à la vitesse supérieure dans la casse de l'enseignement supérieur et de la recherche

Dès son arrivée au ministère de l'Education, de la Recherche et de la Technologie, Claude Allègre a donné le ton en faisant des déclarations fracassantes sur le "dégraissage du mammoth" visant ainsi en particulier les enseignants du 2nd degré.

Juste avant les grandes vacances 1998, Jacques Attali publie son rapport intitulé « Pour un modèle européen d'enseignement supérieur ». Les nombreuses "recommandations" qu'il fait vont toutes dans le même sens: accélérer la privatisation de l'enseignement supérieur et de la recherche. De son côté, Allègre se défend en répétant à qui veut bien l'entendre que ce n'est qu'un rapport, qu'il n'est pas engagé. Il utilise la même méthode que Bayrou avait employée avec le rapport Laurent (en 1994), dont beaucoup de proposition se sont retrouvées dans la réforme Bayrou.

Les étudiants sont bien confrontés aux différentes mesures avancées par Attali, à savoir:

- accélération de la régionalisation du financement des facs avec le plan U3M (Université du 3^{ème} Millénaire), (négocié entre l'état et chaque région).
- augmentation des frais d'inscription, préconisée depuis la conférence des Présidents d'Université (CUP) du 7 octobre 1998.
- l'Université au service du privé car elle doit mettre en place des formations professionnalisantes en nombre suffisant pour répondre aux attentes de l'économie (contrat d'établissement type 1999-2000), cf. "les pépinières d'entreprises".
- une réforme pédagogique avec le 3/5 ou 8, accélération de la professionnalisation, fin du cadre national des diplômes...

En ce qui concerne la casse de la recherche voici quelques mesures:

- rentabilisation de la recherche.
- segmentation du savoir avec la création des pôles d'excellence régionaux.

La liste n'est, bien sur, pas exhaustive; pour le détail des rapports Attali et U3M, cf. les différents tracts de l'AGEL et le 4 pages écrit lors de la coordination de Bordeaux en février.

Pendant 3 mois (octobre - décembre 1998), une vingtaine d'universités ont connu des mouvements d'ampleur contre les rapports Attali et U3M. Le mouvement n'étant pas unifié et réel sur tout le territoire, Allègre n'a pas reculé. Là encore, la direction de notre Union nationale n'a pas cherché à engager le combat contre ces dangers. Et pour cause : Karine Delpas, la présidente de l'UNEF, a considéré le rapport Attali comme "un élément important du débat" dans son rapport au Collectif National des 3 et 4 octobre 1998. Le problème est que le débat est déjà réglé : Attali et Allègre, par les mesures "proposées", se placent sur le terrain de la casse de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Bien sur, le rapport Attali est critiqué par le Bureau National, mais la réponse de notre direction nationale n'est absolument pas au niveau de l'ampleur des attaques: en effet, "il semble donc évident que l'intervention la plus large des étudiants en cette rentrée sera déterminante pour pousser dans le bon sens la construction européenne des savoirs. C'est dans ce sens que l'UNEF prendra toutes les initiatives permettant l'élaboration des propositions, notamment par l'organisation, le 5 décembre à Paris, d'un Festival étudiant Européen" (même rapport au CN des 3-4 octobre 1998).

Les motivations des adversaires de l'enseignement supérieur et la logique de la réforme universitaire.

Les deux axes principaux de la politique de Jospin-Lang, de Bayrou, d'Allègre et aujourd'hui de Lang, c'est d'une part la destruction du cadre public et national des diplômes, et d'autre part l'appauvrissement des enseignements. Ces éléments correspondent aux deux nécessités actuelles du capitalisme que sont **la casse des statuts et la déqualification des diplômes**.

L'un des objectifs prioritaires du patronat aujourd'hui, c'est la destruction des garanties que les travailleurs ont arrachées pour défendre les salaires et les conditions de travail. Si le patronat s'acharne à disloquer les diplômes nationaux, c'est parce qu'ils sont reconnus dans les conventions collectives, dans le statut général de la fonction publique, et donnent droit à des grilles nationales de salaire. L'autonomie, le financement privé des facs et leur corollaire, la création de diplômes locaux, permettent au patronat de contourner ce qu'il appelle les "contraintes statutaires" et d'abaisser les coûts salariaux.

Aussi la politique universitaire menée correspond au processus de déqualification généralisée qui touche l'ensemble des emplois. La thèse selon laquelle l'introduction, dans la production, des nouvelles

technologies, de l'informatique, de la robotisation, etc. amènerait une revalorisation du travail humain, et un besoin accru de main d'œuvre qualifiée, notamment intellectuelle, est un mythe. Dans le cadre d'une économie régie exclusivement par la recherche du profit, et non par la satisfaction des besoins sociaux, l'utilisation des progrès technologiques ne peut produire au contraire qu'une dégradation du travail et une déqualification des emplois, c'est-à-dire un transfert de main d'œuvre, des emplois qualifiés vers les emplois peu qualifiés, flexibles et polyvalents.

La déqualification des emplois nécessite que l'enseignement ne soit plus fondé seulement sur la transmission des connaissances mais sur l'acquisition de "l'expérience", d'un certain nombre de "comportements d'adaptation". Le patronat a besoin d'abaisser le niveau général de formation. Il a besoin d'un grand nombre d'étudiants formés à bac+2, voire bac, et souhaite réduire et déqualifier les formations de niveau bac+4, bac+5. C'est dans ce cadre qu'il faut situer la politique de "professionnalisation" de l'enseignement supérieur, qui privilégie l'apprentissage en entreprise par rapport aux savoirs théoriques.

Les objectifs du patronat pour l'enseignement supérieur sont clairs: apporter moins de savoirs, moins de connaissances mais une plus grande aptitude à se conformer aux nouvelles normes du capitalisme que sont la précarité, la flexibilité, les reconversions et les délocalisations.

Les problèmes bien réels que connaissent les étudiants ne sont pas dus aux carences du système universitaire: le fait que des diplômés à Bac+4 ou Bac+5 ne trouvent bien souvent que des "petits boulots" ou "emplois jeunes" n'est en rien un problème scolaire. On aura beau multiplier des réformes concernant l'organisation et le contenu des études, on ne résoudra pas un problème qui est de nature économique et sociale et non pas pédagogique.

Contre la casse de l'enseignement supérieur et de la recherche publics, organisons la riposte !

Nous ne pouvons pas découper la politique menée en « bons » et « mauvais » côtés. Nous ne pouvons pas soutenir certains aspects « positifs » en rejetant quelques points « négatifs ». Cette politique relève d'une politique globale, celle de la destruction du cadre public et national de l'Université, celle de la dévalorisation des enseignements, que l'on ne peut ni amender, ni négocier. Pour rompre totalement avec elle, l'UNEF doit se prononcer :

- pour l'abrogation de la réforme pédagogique de Bayrou qui donne un cadre pour les prochaines réformes pédagogiques en modifiant tel ou tel aspect de la réforme initiale, mais en conservant le principe général d'autonomie.
- pour le retrait total du plan U3M et la non-application du rapport Attali, pour l'arrêt de la contractualisation, pour le maintien du cadre exclusivement public et national du financement des formations, pour le réengagement financier de l'Etat, pour la nationalisation des fonds régionaux déjà mis en œuvre et pour la réquisition de toutes les facs privées.
- contre les formations en alternance, la professionnalisation de l'enseignement, contre toute intervention du patronat dans l'organisation pédagogique et financière de l'Université et de l'Education nationale.
- pour qu'aucun stage ne soit imposé à un étudiant poursuivant une formation non professionnalisante
- pour que tout stage se déroule dans le cadre prévu par les conventions collectives pour un CDI
- pour la suppression des prêts bancaires, pour des bourses en nombre et en montant suffisants, attribuées en fonction des critères sociaux définis nationalement et gérées par le CROUS.
- pour la gratuité des études
- un diplôme = un emploi qualifié

Par ailleurs, il nous paraît indispensable d'élaborer un projet général social et pédagogique, autour duquel nous pourrions nous unifier.

Le nouveau ministre de l'Education Nationale, bien que moins insultant, ne modifiera que très partiellement l'application des réformes et non nécessairement dans un sens progressiste.

La recherche est confrontée au même processus que l'enseignement : la politique de rentabilisation et de privatisation s'est accélérée dernièrement. Ainsi, les projets sont de ne financer de manière satisfaisante que la recherche intéressant directement les entreprises et de transformer les chercheurs en entrepreneurs. Les pôles d'excellence constituent le noyau de cette politique. Il y a double bénéfice pour la bourgeoisie: d'un côté elle réalise des économies budgétaires, d'un autre elle profite du service de recherche pour ses entreprises aux frais de l'ensemble de la société. Au niveau enseignement, les conséquences sont : d'un côté l'accroissement du nombre d'enseignants non chercheurs et donc non informés des récentes connaissances humaines, d'un autre côté les enseignants-chercheurs ne seront informés que des dernières innovations concernant les entreprises avec lesquelles ils sont en contrat et leurs nouvelles activités les inciteront à développer la « culture d'entreprise », c'est à dire l'adaptation idéologique des futurs travailleurs aux besoins de leurs futurs exploiters, dans les facs.

Cette adaptation de l'université à la sauce bourgeoise, la marchandisation de l'enseignement et leurs conséquences sont des facteurs objectifs pour l'ouverture des étudiants aux problèmes généraux de la société et à la lutte de classe qui la traverse. Néanmoins, ce facteur est affaibli par la crainte du chômage et les multiples campagnes démagogiques accusant l'université d'être inadaptée au marché du travail ont influencé un grand nombre d'étudiants.

B Le contexte général mondial

L'AGEL-UNEF considère que la bourgeoisie a un programme commun mondial sous direction états-unienne. La mise en place est accélérée par la "mondialisation" impérialiste qui procure une taille et une force économique planétaire aux monopoles capitalistes qui ont les coudées franches suite à la chute du Mur de Berlin et à la disparition du camp socialiste. Les principaux points de ce programme consistent en :

- le démantèlement de tous les secteurs socialisés ou nationalisés rentables, adaptation aux besoins du capital pour les autres secteurs aux frais des Etats;
- la remise en cause à la baisse de toutes les conditions de travail et de tous les statuts sociaux;
- la recolonisation du Sud;
- l'absorption de l'Europe de l'Est par l'Union Européenne et par l'OTAN, affaiblissement de la Russie (même capitaliste).

La politique économique commune est essentiellement dirigée par le F.M.I., la Banque Mondiale via les plans d'ajustements structurels et l'O.C.D.E. via les "coopérations".

Pour ce faire, les dirigeants de l'ordre actuel alimentent et renforcent les armes idéologiques pour diviser les couches populaires en général, la classe ouvrière en particulier. Ces armes sont le corporatisme, le replis religieux, le racisme, le chauvinisme, le sexisme.

Pour renforcer sa domination, la grande bourgeoisie procède, au centre du système, à des rapprochements supranationaux (Union Européenne, ALENA) couplés avec des divisions infranationales (régionalisation) et, à la périphérie, au démantèlement de pays multinationaux tout à fait viables (Tchécoslovaquie, Yougoslavie...). L'impérialisme pour parvenir à ses fins recourt à l'oppression nationale ; les résistances nationales qui s'y opposent sont donc de notre côté de la barricade. Face à ses résistances, les impérialistes n'hésitent pas à recourir aux embargos et blocus comme ceux imposés à Cuba, à l'Irak, à la Libye à la Yougoslavie... et aux agressions militaires comme celles perpétrées ces dix dernières années contre l'Irak et la Yougoslavie. Les gouvernements de ces pays, bien que ex-valets de leurs agresseurs, s'étaient en effet opposés aux diktats impérialistes.

La bourgeoisie n'hésite pas à réhabiliter le fascisme et à reprocher d'ores et déjà à la fascisation des appareils d'Etat. Le cadre de la démocratie relative, encore autorisée dans une majorité de pays, ne leur suffit pas toujours : l'offensive fasciste généralisée mondiale sous direction nazie entre 1933 et 1945 est là pour nous le rappeler. De plus, toutes les bourgeoisies impérialistes ont recours régulièrement à leurs valets fascistes dans les pays qu'ils dominent ou qu'ils ont l'intention de dominer (ex : intégristes en Algérie, les Talibans en Afghanistan... pour les Etats-Unis). La France a un lourd passé sur ce sujet qui ne s'est pas démenti dernièrement : FIS/GIA en Algérie, ethno-fascistes génocidaires au Rwanda, les mobutistes dans l'ex-Zaïre, Hassan II au Maroc... Les impérialistes recrutent pour leurs exactions les fascistes de leur pays via l'armée (c'est un des plus gros dangers du passage à l'armée de métier) et la police (ex: l'OAS et Le Pen

en Algérie pendant la guerre de libération). Les impérialistes, dans leur combat contre le camp soviétique, ont recruté, en créant l'OTAN, des anciens fascistes et anciens nazis.

Les fascistes des pays dominés ou au centre du système usent de la démagogie nationale (la seconde guerre mondiale regorge d'exemples de fascistes qui ont vendu leur "patrie" notamment à l'Allemagne nazie à l'instar des pétainistes) pour récupérer le mécontentement créé par les oppressions nationales. Mais leur véritable volonté est d'accélérer et de renforcer les politiques réactionnaires dans leur pays au grand bénéfice des impérialistes. C'est le cas notamment des fascistes intégristes algériens et des fascistes européens. C'est le gouvernement crypto-fasciste nouvellement "élu" qui intégrera l'Autriche à l'OTAN et la maintiendra dans l'Union Européenne.

Néanmoins, cette politique se fait sous fonds de concurrence acharnée. Ces contradictions sont la raison majeure des échecs successifs de l'AMI, PET, Seattle... Cette concurrence se déroule actuellement sur le terrain économique, accentuant les phénomènes décrits, mais peut dégénérer en un conflit armé pour résoudre ces contradictions. Les premières salves ont été tirées contre l'Irak et la Yougoslavie.

En Europe

Les effets de l'impérialisme se font essentiellement ressentir chez nous par la construction européenne. Celle-ci se construit sur les bases de la politique commune mais également sous un fonds de contradictions intraeuropéennes, et entre les européens et le reste des impérialistes. Ainsi, l'Union Européenne n'est pas une forme politique neutre que l'on pourrait dévier de son orientation réactionnaire dans un sens progressiste.

Cette organisation économique, politique, policière et militaire est le résultat

1. de causes économiques "communes" :

- crise de surproduction du capitalisme et besoin de marchés de plus en plus vastes,
- "financiarisation" de l'économie,
- internationalisation de plus en plus poussée des échanges dans un monde où ne préexiste plus que le capitalisme sous domination états-unienne;

2. mais également d'une montée des contradictions interimpérialistes entre les trois blocs (Europe, ALENA et Japon).

Cette construction européenne est une arme :

1. pour faire payer la crise aux travailleurs, aux couches populaires et même moyennes, ce qui passe par :
 - la casse des statuts et conventions collectives,
 - l'attaque sur les salaires et le développement de la précarité,
 - une attaque sur les secteurs publics pouvant être rentable et une adaptation aux besoins patronaux pour les autres, attaque sur les droits sociaux, démocratiques (régionalisation, décrets supranationaux hors contrôle des citoyens) et antifascistes (ex : monuments de commémoration aux morts de la seconde guerre mondiale de l'Union Européenne à Verdun, c'est-à-dire incluant les nazis et excluant les Soviétiques!; l'impunité par le tribunal européen pour ses propos fascistes pour Le Pen);
2. pour développer le corporatisme via la Confédération Européenne des Syndicats, c'est-à-dire les accords patronats-syndicats par branche, voire par entreprise sans caractère national et sans mobilisation des travailleurs;
3. pour développer la précarité des non-occidentaux, préparant et renforçant celle de tous, en construisant l'Europe forteresse et en créant les Sans-Papiers;
4. pour renforcer l'exploitation des pays du Sud en particulier le pré-carré français en Afrique;
5. pour construire une armée capable à terme de s'opposer aux Etats-Unis.

Rappelons que les dernières attaques contre les étudiants et contre l'université publique (Attali, U3M) sont basées sur un plan d'harmonisation européenne ; le plan Juppé est un plan maastrichien.

C La question sociale et politique en France

L'alternance droite-« gauche » agit sur les méthodes mais nullement sur le fonds de la politique pratiquée, politique bourgeoise européenne et mondiale oblige. Au niveau universitaire, la même logique est pratiquée et accélérée. L'application du plan Juppé et des lois racistes montrent l'absence de démocratie dans le jeu de l'alternance droite-"gauche". Les illusions sur la « gauche plurielle » restent fortes bien que celle-ci ait lancé une campagne virulente sur les conquêtes sociales : Le gouvernement Jospin a privatisé plus que Balladur et Juppé réunis. Les lois Aubry utilisent la (pseudo) réduction du temps de travail comme cheval de Troie pour renforcer la flexibilité, pour généraliser l'annualisation, organiser des pseudos-renégociations pour une véritable baisse des conventions collectives et des codes du travail et introduire massivement ce poison que constitue la négociation individuelle du contrat de travail. Les emplois jeunes légalisent la précarité des jeunes pourtant massivement rejetée sous Balladur (CIP-SMIC jeune) et ont devancé l'offensive du MEDEF concernant les contrats de 5 ans. Une illustration est la "vente" par l'Education Nationale de "ses" emplois-jeunes aux entreprises aux conventions collectives les plus dévalorisées. Le gouvernement a montré sa claire intention de faire passer à 40 annuités la retraite dans la fonction publique (donc un âge de départ à la retraite pour les étudiants qui se rapproche de 70 ans), ce que Juppé lui-même n'avait pas réussi. L'introduction des fonds de pension soumettra, entre autres conséquences, les retraites aux aléas du marché. La réforme fiscale prévue par Fabius, notamment la fin de l'abattement de 20% pour les salariés, finit de montrer pour qui travaille ce gouvernement. Etre dans le camp des travailleurs et des étudiants nécessite une opposition nette à ce gouvernement.

D Le repli religieux

Les religions, à de rares occasions, peuvent jouer un rôle d'émulation dans des luttes progressistes. Un exemple est le comportement globalement progressiste du bas clergé dans les luttes de libération en Amérique Latine. Un autre est l'action des "minos" de l'UNEF qui étaient des chrétiens de gauche dans leur opposition aux "majos" réactionnaires : ils furent les défenseurs de la charte de Grenoble et les éléments dirigeants de l'UNEF pendant la guerre d'Algérie, travaillant avec les nombreux étudiants musulmans qui prirent part à la lutte de libération nationale. Mais de manière générale les religions, sous l'impulsion de l'essentiel de leurs appareils dirigeants, servent les intérêts des dominants (Le Vatican est certainement le plus caractéristique de ce point de vue). Ainsi, le repli religieux est un facteur de division des opprimés. De plus, il alimente le sexisme, le racisme, le fatalisme (en développant l'espoir d'une "meilleure vie" dans un "autre monde"). Il débouche parfois sur l'intégrisme que les dirigeants fascistes religieux alimentent et utilisent. Les fascistes de ce type sont majoritairement des éléments féodaux mais intégrés au capitalisme. Ainsi ils sont capables de surpasser leur rivalité pour appliquer la politique bourgeoise commune mondiale déjà décrite, comme en témoignent les dernières rencontres du Vatican avec des responsables juifs, musulmans, bouddhistes.

Les sectes quant à elles sont les religions les plus réactionnaires car elles obligent leurs membres au repli religieux qui de même que les autres religions peuvent pousser ce repli à l'exclusif. (Ce paragraphe sert de définition à l'AGEL-UNEF pour les sectes).

La laïcité est progressiste si elle évite le sectarisme contre les croyants en général mais est ferme concernant l'indépendance de l'Etat et de l'enseignement. De même, si une organisation non indépendante par rapport aux religions peut être globalement progressiste si elle ne pousse pas au repli religieux, seule une organisation laïque sera conséquemment progressiste. L'AGEL-UNEF entend donc rester laïque et tient à ce que l'Union Nationale le reste.

E Le sexisme

Plus de 20 ans après que la loi Veil ait dépenalisé l'avortement, l'égalité entre les femmes et les hommes dans la société est loin d'être une réalité. Le droit à une libre maternité n'est pas respecté: délais restrictifs de l'I.V.G., non prise en charge à 100 % par la sécurité sociale et les mutuelles, délit de publicité pour cet acte qui n'est toujours pas légal. La contraception souffre des mêmes entraves puisque seule une minorité de pilules est remboursée totalement. L'accouchement sous X doit rester une possibilité : les femmes faisant ce choix doivent pouvoir bénéficier d'un soutien psychologique sur le long terme. Cette entrée en matière illustre bien le décalage entre la démagogie « *parité homme-femme* » présentée par le

gouvernement comme une panacée en terme d'avancée démocratique et la place réellement attribuée à la femme aujourd'hui dans la société. Le gouvernement n'est malheureusement pas le seul à fermer les yeux sur l'inégalité des sexes. Ainsi, nombreux sont dans les milieux progressistes ceux qui oublient que nous vivons dans une époque patriarcale, postérieure non révolue à la "défaite historique des femmes" comme disait Engels (Le travail de "ravitaillement", fortement masculin, a connu un développement que ne pouvait connaître le travail privé domestique, fortement masculin; d'où la double oppression : un fort cantonnement des femmes "au foyer" et une surexploitation sur le "marché du travail", et leurs conséquences). L'oppression des femmes n'est pas l'exclusive de pays tels que l'Iran, l'Afghanistan, l'Algérie, le Maroc... mais est général. Rappelons la triste réalité française :

Il existe des discriminations dans l'Education Nationale. On pousse les femmes dans des filières dépréciées par le système actuel (ex: une disparité par sexe incompréhensible sans intégrer le sexisme latent de la société: les femmes se retrouvent majoritairement dans les filières sociales et littéraires (70 % d'étudiantes) au détriment des filières technologiques, scientifiques (37% d'étudiantes) et économiques. Cette discrimination se retrouve ensuite dans le cursus puisque de majoritaires en premier cycle elles sont plus nombreuses à abandonner après la licence et se retrouvent minoritaires en troisième cycle. L'absence d'aides spécifiques à la maternité des étudiantes est une des raisons de ce phénomène: la garderie de Lille III — seule fac en France à disposer d'une garderie — a été menacée de fermeture suite aux compressions budgétaires; la population étudiante est la plus mal soignée en France. Il ne faut pas se leurrer: l'accès aux soins gynécologiques souffre du même retard que la médecine générale ce qui pose un problème essentiel en terme d'accès à la contraception et de prévention des MST. Il ne faut pas oublier que mondialement de plus en plus d'étudiants des deux sexes sont obligés de se prostituer pour être en mesure de financer leurs études. Il est par ailleurs interdit aux étudiantes(e) de cumuler les aides censées apporter un minimum vital (ex : API) avec une bourse de l'Education Nationale dont le taux maximum est de 2200 F/mois. A ce titre, la seule solution consiste à se salarier or comment peut-il être envisageable à la fois d'élever un enfant, de poursuivre des études et de travailler quand déjà le cumul des deux dernières situations constitue un handicap sérieux à la réussite universitaire?

Faire garder son enfant relève du véritable parcours de la (du) combattante(e) pour toutes(e) : le nombre de places en crèche est très nettement insuffisant au regard des besoins. La seule solution reste alors l'assistante maternelle agréée au coût nettement supérieur sans toutes les garanties que peut apporter une structure collective (ex: un pédiatre est rattaché à toutes les crèches, par ailleurs gérées par une puéricultrice ayant une formation de sage-femme ou d'infirmière).

La part des femmes dans le travail domestique demeure encore aujourd'hui prépondérante : elles assument plus de 70% de ses tâches. Seule une véritable parité dans la répartition des tâches et la socialisation de certaines d'entre elles telle que la garde des enfants permettra aux femmes de pouvoir occuper une place équivalente à celle des hommes dans le monde du travail tout comme celui du militantisme. L'AGED (allocation garde d'enfants à domicile) est un outil pour la bourgeoisie pour s'offrir à un moindre coût du personnel domestique. De plus, une véritable libération de la femme passera forcément par leur entrée massive dans le monde du travail afin de prendre une place à égalité avec celle des hommes. A ce propos, la campagne sur le retour au foyer des femmes est donc ultra-réactionnaire, il n'est pas étonnant d'y retrouver de nombreux fascistes.

Les femmes qui désirent allaiter leur enfant sur le long terme sont confrontées à la législation en vigueur. En effet, les congés maternités sont limités à deux mois et demi et le congé parental d'éducation n'est pas rémunéré pour le premier enfant.

Les différences de salaires demeurent criantes : les salaires des femmes sont en moyenne inférieurs d'un tiers à ceux des hommes. La progression de leur carrière demeure également toujours beaucoup plus laborieuse que celle des hommes et elles jouissent d'un a priori négatif à l'embauche face à un candidat masculin à diplôme égal : l'hypothèse de la maternité est présentée comme une entrave par les entreprises. Or, nous savons que, sous le coup de la concurrence, laisser une catégorie de travailleurs en situation plus précaire que l'ensemble des salariés c'est donner une arme à la bourgeoisie pour la précarisation de tous. D'un autre côté, les militantes(e) pour l'égalité sociale hommes-femmes ont intérêt à la jonction avec la classe ouvrière, classe qui a le plus d'intérêts à l'affaiblissement et à l'anéantissement du sexisme.

Nous refusons que le corps des êtres humains, en premier lieu celui des femmes qui sont les plus touchées dans cette société patriarcale, soit utilisé à des fins marchandes. Nous condamnons tous les consommateurs et organisateurs de cette dégradation et demandons la répression à leur encontre. Suite aux

affaires révélées par la Marche blanche en Belgique et les différents scandales récemment éclatés en France, nous demandons la constitution d'une commission d'enquête sous contrôle des organisations non fascistes de parents sur les réseaux pédophiles et une répression exemplaire à leur encontre. Nous demandons aussi que la dénomination de viol soit étendue à toute agression sexuelle physique et que les victimes bénéficient d'un véritable suivi psychologique.

Les femmes immigrées souffrent d'une double discrimination du fait du racisme et du sexisme latent dans la société.

De façon générale, l'AGEL-UNEF considère la liberté sexuelle par rapport à la législation comme un acquis progressiste, bien qu'essentiellement bourgeois. Ainsi aucune discrimination ne devrait être fondée sur le sexe ou sur les pratiques sexuelles. Mais, si la bourgeoisie a conquis ou concédé certains droits, elle n'est pas conséquente. Le principal exemple est ce qui précède. Un autre est :

L'homophobie

Si en France la condamnation de l'homosexualité a été abrogée en 1981, les pressions sur les homosexuel(le)s persistent. Notamment, le patronat continue à utiliser l'homophobie latente, à l'instar du racisme, du sexisme, de la peur du SIDA..., comme outil pour licencier des prolétaires et désamorcer la riposte syndicale. L'homophobie peut dégénérer au point que des régimes ont exterminé les homosexuel(le)s. A ce titre, l'AGEL-UNEF soutient les campagnes pour le non-oubli dans la pratique de la répression généralisée et de l'extermination des homosexuels sous le régime nazi et de ses dominés, notamment le régime français de Vichy. L'AGEL-UNEF considère comme du négationnisme la non-reconnaissance de ce fait historique indéniable.

F Le racisme

Le milieu étudiant est directement concerné par la question du racisme d'Etat depuis l'instauration de la circulaire Sauvé-Marchand (droit de jugement de la Préfecture par rapport aux études des étudiants étrangers). L'UNEF, syndicat de défense des droits des étudiants doit continuer à lutter contre cette mise en situation irrégulière par la loi des étudiants étrangers, qui débouche pratiquement sur l'impossibilité de poursuivre leurs études.

Néanmoins, la question du racisme n'est pas l'apanage de l'université, les différents gouvernements et le patronat s'en servent comme outil de division et de précarisation du monde du travail. Ces gouvernements ont développé un racisme d'Etat sous l'impulsion de Mitterrand avec l'établissement de lois, circulaires, décrets racistes. Ces lois Joxe, Pasqua, Debré, Chevènement font le lit de Le Pen et Mégret. Par ailleurs, la lutte contre le racisme est couplée à la lutte contre la recolonisation : le mythe du blanc civilisateur n'a jamais disparu et reprend des forces.

Le racisme est le facteur de division le plus vicieux et le plus dangereux à l'heure actuelle. Celui-ci est utilisé doublement : pour diviser la classe ouvrière et les couches populaires et pour préparer les mentalités à la recolonisation. Il est le principal fonds idéologique de recrutement et de légitimité des fascistes, dont on connaît pourtant tout le risque pour les populations qu'on proclame bouc-émissaires.

Dans la lutte contre le racisme d'Etat, les organisations de droits de l'homme, humanitaires sont nos alliées. Mais, la meilleure arme contre le racisme latent est la lutte de classe, donc dirigée par la classe ouvrière.

Cependant antiracisme ne signifie pas subordination totale de l'UNEF. Elle se doit donc de refuser toute unité d'action avec des organisations fascistes intégristes telles que l'EMF.

G La répression et le fascisme

Les tenants du système ont déclenché une offensive contre les acquis sociaux et démocratiques qu'ils avaient d   concéder à une époque (années 1945-1970) de forte mobilisation sociale, démocratique et politique : ils craignaient alors de perdre leur pouvoir économique et politique. Cette offensive provoque

des résistances. A l'heure actuelle, le jeu de l'alternance « gauche »-droite leur permet de revenir sur nos droits sans recourir de manière systématique à la coercition.

Néanmoins, la démocratie bourgeoise ne se refuse pas à cette coercition. Ainsi, l'intervention des forces armées sur un campus brise un tabou: en effet, depuis 1971, les forces de police n'avaient plus pénétré dans les universités. Les cas de Jacqueline Deltombe et de Michel Beurrier illustrent aussi cette situation puisque l'un et l'autre sont tombés sous la coupe de la justice pour délit de solidarité envers les Sans-Papiers. José Bové sera victime de la même politique coercitive lors de son procès à Millau.

La répression classique n'est pas la seule arme de la bourgeoisie. La fascisation accroît la remise en cause des conditions de lutte pour la défense des opprimés. Les forces et organisations fascistes constituent les détachements armés au service des impérialistes les plus racistes, les plus chauvins, les plus sexistes. Les fascistes sont des ennemis de toute liberté et démocratie pour le peuple.

Pour se créer une base de masse, tous recourent à une démagogie sociale, raciste, chauvine, sexiste, religieuse,... encore plus mensongère et éhontée que les autres capitalistes. Par cette double démagogie bourgeoise, les idées fascistes pénètrent, notamment la mise en parallèle du communisme et du fascisme et la politique de bouc-émissaire envers l'immigration.

De plus, ils pénètrent l'appareil d'Etat qui à l'heure actuelle s'attache ouvertement à la destruction des luttes démocratiques. Leur but est que cet appareil passe à une étape qualitative, à savoir une lutte ouverte d'éradication des organisations démocratiques, progressistes, anti-impérialistes... et de prendre le pouvoir d'Etat. La question des Sans-Papiers illustre parfaitement cette fascisation de l'appareil d'Etat : la mairie socialiste de Lille engage tout son poids dans la destruction du C.S.P. 59. La promesse d'accorder un local ne sera jamais tenue, 6 mois après l'expulsion du C.H.R., tandis que des manœuvres d'intimidation sont tentées contre des soutiens aux Sans-Papiers. (ex : après la manif du 11 mai qui s'est terminée par l'occupation de la fédération du Parti socialiste, un des meneurs étudiants a été interpellé le lendemain dans un café au motif qu'il aurait agressé un flic lors de l'évacuation par les C.R.S.). Il y a de plus la volonté d'inscrire tous les soutiens des Sans-Papiers sur le fichier Schengen.

Une lutte symbolique de cette résistance contre la fascisation est celle pour la libération de Mumia Abu Jamal, victime d'une justice de classe, raciste et fasciste. La pénétration par des éléments fascistes de l'appareil d'Etat est favorisée par l'instauration de l'armée de métier, le développement de structures répressives spécialisées (BAC), une justice de classe répressive pour les petites gens et très tolérante pour les nantis et les flics, l'arsenal de lois racistes et xénophobes, l'espace Schengen qui permet en particulier l'intervention des forces armées étrangères pour des opérations de « maintien de l'ordre ».

L'acceptation des voix fascistes par certains élus de droite des conseils régionaux contribue à banaliser les organisations fascistes FN et MNR à l'instar de la coalition regroupant la droite et les fascistes en Autriche. Le procès du communisme mis sur le même pied que le fascisme accroît cette banalisation.

La fascisation recoupe donc quatre phénomènes: la pénétration de l'appareil d'Etat par des éléments fascistes, la fascisation des esprits, l'organisation ouverte et légale des fascistes en partis de masse ainsi que l'utilisation et l'adaptation de l'appareil d'Etat pour réaliser le but fondamental des fascistes à savoir la destruction par la force des organisations progressistes des opprimés. Le fascisme n'est pas un phénomène strictement occidental. En effet, via la domination occidentale sur les pays périphériques, le fascisme est un phénomène mondial. Certaines de ses composantes détiennent le pouvoir d'Etat dans des pays tels que l'Afghanistan, l'Iran,... ou tentent de s'en emparer par un recours au terrorisme ouvert de groupes paramilitaires couplé avec la pénétration dans l'appareil d'Etat comme c'est le cas en Algérie avec le GIA/FIS.

Le milieu universitaire n'est pas exempt de cette menace : que ce soit l'université de Lyon II qui abrite l'Institut d'Etudes Européennes, véritable nid de fascistes; les universités qui acceptent que le parcours des étudiants étrangers soit entravé par un arsenal juridique raciste et xénophobe, le GUD et le FNJ/RE qui se présentent masqués aux élections du CROUS dont le programme démagogique a fort heureusement été rejeté par les étudiants ou encore Chrétiens en Fac et l'EMF, associations intégristes ayant pignon sur rue.

H Les Sans-Papiers

Les Sans-Papiers sont confrontés à de très nombreux problèmes de la société : ceux-ci sont évidemment victimes du racisme latent et d'Etat; par leur origine, ils ont également été victimes des politiques impérialistes; ils sont en première ligne des agressions fascistes mais aussi de la fascisation de l'appareil d'Etat (cf; ci-dessus); ils sont confrontés à la surexploitation salariée du fait de leur état de sans-droit et donc livrés à l'appétit féroce du patronat. Leur lutte est confrontée à l'affaiblissement des organisations issues de l'immigration légale, qui comme de nombreuses autres, ont capitulé et se sont en fait intégrées à cet Etat raciste; à l'affaiblissement syndical et à la montée du racisme dans ces structures de défense des travailleurs; et confrontées à la volonté d'organisations françaises démocratiques de diriger le mouvement soit pour limiter le cadre au strictement humanitaire soit par un reste ou retour de la mentalité coloniale inconscient de la volonté des blancs de diriger les noirs et donc limiter leur autonomie et leurs actions. La lutte des Sans-Papiers est donc pour ces raisons à l'avant-garde des combats progressistes et prolétariens. L'AGEL-UNEF soutient inconditionnellement cette lutte et son autonomie, en particulier le CSP 59 qui est l'un des rares comités de France à avoir gardé son autonomie et sa transparence (AG souveraine).

II Etat de la résistance

La régression généralisée ne se fait pas sans résistance. Nous le voyons du côté étudiant avec le mouvement étudiant fin 95, la mise en place de l'intersyndicale « ensemble contre les réformes Allègre », et les collectifs étudiants de soutien aux Sans-Papiers, en particulier celui de Lille. Nous le voyons en France avec le « mouvement social », en particulier la lutte des Sans-Papiers, née du superbe sursaut ouvrier de novembre-décembre 1995 ; à côté de chez nous avec la grande lutte pour sauver les forges de Clabecq en Belgique, et la grève générale en Norvège; chez les dragons d'Asie du Sud-Est avec les grèves générales; en Europe de l'Est avec le réveil du mouvement ouvrier; dans la résistance du peuple algérien qui a imposé une défaite militaire aux fascistes intégristes ; au Mexique avec la lutte des paysans du Chiapas et des étudiants de Mexico ; à Cuba où le peuple et son gouvernement résistent à l'ogre américain; aux Etats-Unis et partout dans le monde dans la lutte pour Mumia Abu Jamal et dans le contre-sommet de Seattle.

Mais nous considérons que, de manière générale, la résistance est insuffisante, en particulier depuis l'effondrement du camp socialiste. En effet, cette défaite a provoqué un énorme recul des idées sociales, anti-impérialistes, antiracistes, antisexistes, antifascistes et anticapitalistes. Elle a renforcé les idées de capitulation et d'intégration au système bourgeois. Nombreux se contentent de l'alternance droite-"gauche" ou pire se réfugient dans le vote pour les fascistes. La plupart des résistants, eux-mêmes, se contentent de dénoncer les effets les plus criants du capitalisme, sans remettre en cause ce système inhumain. Nous, militants et militantes de l'AGEL-UNEF, décidons de prendre nos responsabilités de syndicalistes de lutte pour, avec d'autres, renforcer la résistance aux niveaux quantitatif et qualitatif.

C'est dans ce contexte qu'il n'est pas étonnant de faire le constat suivant quant au niveau du mouvement étudiant :

A Les obstacles au mouvement étudiant revendicatif

Les syndicalistes étudiants ont toujours eu comme ennemis traditionnels les corpos. L'UNEF, depuis 1946, s'est construit comme syndicat en opposition au corporatisme qui refuse de lier les problèmes aux problèmes généraux de la société. En effet, les corpos sont des assos qui représentent traditionnellement la droite au sein du monde étudiant et elles sont aussi le cheval de Troie étudiant du patronat. L'AGEL-UNEF doit, d'ailleurs, s'opposer à tout rapprochement de l'Union Nationale avec la FAGE, fédération qui regroupe la majorité des corpos, rapprochement symptomatique de la dérive réformiste, corporatiste de notre syndicat.

Il n'est pas étonnant que les fascistes de types intégristes musulmans se structurent dans le même genre d'association puisque les corpos sont les structures traditionnellement ennemies du syndicalisme

étudiant. En effet, dans les universités françaises, ils se sont regroupés au sein de l'E.M.F qu'ils dirigent (même si l'EMF regroupe aussi des étudiants d'origine étrangère attirés par un aspect identitaire, culturel et religieux). L'UNEF, en tant que syndicat anticorporatiste, antisexiste, laïque, antifasciste doit refuser toute compromission avec la FAGE et l'E.M.F.

Mais l'E.M.F n'est pas la seule organisation ultra-réactionnaire. Il existe, également, l'U.N.I. L'U.N.I est une organisation étudiante, créée en 1968, contre le puissant mouvement étudiant du fameux mois de Mai. Elle avait pour but de « démarxiser » l'université. Dès le départ, c'est une organisation alliant la droite classique et la droite extrême.

L'UNEF-ID, quant à elle, est une organisation issue de différentes scissions de l'UNEF des années 70 et d'organisations qui avaient pour but de détruire le syndicat étudiant qu'était, à l'époque, l'UNEF puis l'UNEF Renouveau . L'UNEF-ID, en 1981 à sa création, regroupait toutes les organisations étudiantes qui appelaient au vote Mitterrand dès le 1^{er} tour. Ainsi, dès sa création, l'UNEF-ID est **la courroie de transmission de la social-démocratie** dans le monde étudiant. Tantôt, l'UNEF-ID tente de récupérer les mouvements étudiants, tantôt elle empêche la mobilisation contre les réformes libérales. Son attitude face aux réformes Bayrou, Allègre et maintenant Allègre/Lang (ne soyons pas dupes du changement tactique de ministre) montre évidemment que l'UNEF-ID est un syndicat d'accompagnement des réformes.

L'UNEF, en tant que syndicat de résistance, doit combattre l'esprit d'accompagnement des réformes au sein du monde étudiant.

B Où en est l'UNEF ?

Quant à l'UNEF, qui a longtemps été le seul syndicat puis le seul syndicat combatif, sur une base anticapitaliste, où en est-elle ? L'UNEF traverse une crise très profonde, comparable en ampleur à celle de fin 1968. L'UNEF a clairement été transformée en organisation d'accompagnement des réformes, ce qui explique le projet de réunification avec l'UNEF-ID. Mais la volonté des dirigeants de l'UNEF de ne pas initier des campagnes au niveau national (en serait-elle encore capable matériellement ?) et même d'y participer se pose en contradiction avec l'aggravation de la condition des étudiants. De plus, l'appareil est de plus en plus fragile, les difficultés de gestion (redressement fiscal...) en sont le reflet. Ces deux derniers éléments expliquent la montée de l'opposition dans l'UNEF et montrent que la direction n'a plus de base solide.

D'un autre côté, l'opposition est la force montante mais a également des faiblesses : elle n'est pour l'instant qu'une opposition au bureau national mais l'unité sur une plate-forme (au moins minimale) n'est pas encore effective; elle n'a pas d'équipe de direction, ni même de gestion, sérieuse à proposer pour l'instant; elle n'a pas encore de tactique pour la construction d'un syndicat de lutte. Nous faisons déjà ce constat après le congrès de Pantin.

Pour ce qui concerne l'union nationale, le constat reste le même, c'est toujours un syndicat d'accompagnement des réformes. Mais, l'opposition a vu ses forces diminuées quelque peu avec le départ de 4 AGE (Limoges, Toulouse, Pau, Grenoble). Quant à l'UNEF de Lille, elle a décidé de rester affiliée à l'Union Nationale, non pour des raisons sentimentales mais pour des raisons d'ordre tactique (cf. Texte adopté le 26 mai 1999 « *Pourquoi l'AGEL doit rester à l'UNEF* » : A commander auprès de l'AGEL-UNEF). Mais l'AGEL-UNEF doit, malgré les difficultés actuelles, combattre, appeler à nouveau à la création d'un réseau interne des AGE combattives, autant pour survivre, que pour la renaissance d'un syndicat étudiant national. Si l'AGEL-UNEF se veut un syndicat de résistance, elle doit également le penser nationalement, combattre pour que l'Union Nationale le redevienne, ce qui ne se fera pas avec la direction actuelle.

C Structures revendicatives actuelles du mouvement étudiant

Le réseau national « Ensemble contre les réformes Allègre »

L'AGEL-UNEF, en attendant, afin de pallier le manque de relais national, a décidé de participer, depuis mai 1999, à une intersyndicale : Ensemble Contre les Réformes Allègre (ECRA). L'Union Nationale, en refusant de s'opposer aux réformes de la gauche plurielle et en adoptant la tactique de l'UNEF-ID, rend absolument nécessaire l'union des forces étudiantes de lutte dans le cadre de combats précis, comme celui contre les réformes Allègre. C'est dans cet état d'esprit que l'AGEL-UNEF participe à l'intersyndicale E.C.R.A afin de résister à la privatisation de l'université, E.C.R.A n'étant qu'un outil dans cette lutte.

Emergence d'une forme autre d'organisation radicale des étudiants

A côté des syndicats, se développent d'autres formes de structurations des mouvements étudiants : les collectifs.

En mars 2000, sous l'impulsion de l'occupation de l'I.E.P par le CSP59, s'est créé un collectif étudiant de soutien aux Sans Papiers. Il en existait déjà dans d'autres villes et universités (Toulouse, Nanterre, Paris 8), à la différence que ceux-ci se basaient uniquement sur la régularisation des étudiants sans papiers. Depuis mai 2000, cela a changé avec l'idée de la création d'un collectif national.

Un collectif est une organisation de lutte dans le cadre d'un combat précis. Le collectif étudiant de soutien aux sans papiers, à Lille, regroupe des étudiants politisés ou d'autres se disant apolitiques par peur de récupération. Il rassemble des étudiants qui, au niveau idéologique, vont de ceux qui se posent la question d'entrer ou non dans un syndicat jusqu'aux étudiants sectaires, antisyndicat. L'AGEL-UNEF, par son action, a déjà fait reculer, en nombre, cette dernière composante mais pas en force. La majorité se trouve, aujourd'hui, entre les deux. Nous notons, d'ailleurs, notre étonnant score à Lille 2, lors des élections au CROUS.

Néanmoins, la démocratie n'y est que formelle. En effet, ce collectif n'est pas un comité. Il n'a pas de direction officielle, les textes du collectif et encore moins leur contenu ne sont pas discutés en assemblée générale. L'UNEF doit également avoir pour but, en participant à ce collectif, d'améliorer la vie démocratique de celui-ci. Nous sommes déjà arrivés, avec l'aide de militants non-UNEF, à imposer des réunions hebdomadaires fixes.

D'autre part, la 1^{ère} manifestation nationale (décentralisée) des collectifs étudiants de soutien aux sans papiers a montré que la forme de leur lutte était radicale. Mais, dans le fond, beaucoup d'illusions subsistent chez un certain nombre de membres du collectif, sur le gouvernement de la gauche plurielle. Dans l'ensemble, ils refusent de faire le lien avec les autres luttes, y compris celles qui les concernent directement en tant qu'étudiants. Certes, ils ont participé à la dernière manifestation de soutien à Mumia Abu Jamal mais, d'une part, c'est le seul autre mouvement que celui des sans papiers auxquels ils ont participé ; d'autre part, ils refusent majoritairement de faire le lien entre ces luttes ainsi qu'avec toutes les autres. En fait, pour la plupart d'entre eux, le fond de leur soutien est humanitaire.

Ce refus est, dans notre période, assez logique (même s'il n'est pas justifiable). Le monde étudiant est un milieu transitoire ; l'étudiant se projette dans l'avenir : en quelque sorte, il ne se voit pas comme étudiant. Il se sent humainement touché par ce que subissent les Sans-Papiers mais ne semble pas se sentir concerné par les attaques contre l'université comme les réformes Allègre.

En conclusion, l'AGEL-UNEF doit s'investir dans les collectifs étudiants de soutien aux sans papiers afin de lui donner un apport qualitatif comme cela a déjà commencé à être fait au niveau organisationnel. L'UNEF doit également combattre le reste d'esprit antisyndical pour généraliser un mouvement de sympathie, ce qui lui donnera les moyens de les sensibiliser aux autres manifestations de l'oppression. L'UNEF doit, d'ailleurs, ne pas se priver de préciser ses positions lorsque cela est rendu nécessaire.

Enfin, ce genre de collectif montre bien que l'UNEF ne peut pas se cantonner aux champs universitaires mais doit faire le lien entre le monde étudiant et le monde du travail.

III Programme revendicatif

L'AGEL-UNEF confirme son attachement au principe de l'unité de résistance des opprimés et des exploités. Le but fondamental actuel de l'UNEF est d'organiser les étudiants de Lille et environs dans le front de résistance à la précarisation-régression généralisée. Ainsi, l'AGEL-UNEF adopte le programme suivant :

A Université

L'AGEL-UNEF veut faire vivre le slogan « fac ouverte aux enfants d'ouvriers, fac fermée aux intérêts privés ».

1 situation financière des étudiants

L'urgence est à la lutte défensive contre la dégradation de celle-ci. Le but à atteindre est que les étudiants n'aient plus à se salarier pour satisfaire leurs besoins majeurs (étude, nourriture, soins médicaux, logement, transport, éducation de leurs enfants, vie culturelle et sportive).

Pour un plan d'urgence :

- **50% d'étudiants boursiers, maintien de la bourse intégrale sur critères sociaux pour les troisièmes cycles, revalorisation du montant des bourses (44 400F/an pour le 5^{ème} échelon : 3700*12), versement sur douze mois ;**
- **Plafonnement du financement de la demi-part fiscale ;**
- **Extension des bourses sur critères sociaux pour les étudiants étrangers ;**
- **Réquision des fonds gelés par le CNOUS ;**
- **Rénovation du parc immobilier étudiant (sans hausse de loyer et sans privatisation) et construction de 200 000 nouvelles chambres. Au moins une cité U par campus. Baisse des loyers par le CNOUS ;**
- **Réquision des résidences étudiantes privées et réintégration dans le secteur public des résidences semi-privées ;**
- **suppression du quota pour les étudiants étrangers en résidence ;**
- **retrait de la taxe d'habitation pour le logement universitaire ;**
- **retour à la parité Etat/étudiant pour le ticket de RU et au moins un RU par campus ;**
- **transformation des CUPS en centres de soins (au moins un par campus et par cité U ;**
- **une crèche et une garderie pour les enfants scolarisés par campus ;**
- **gratuité des transports en commun pour tous les boursiers, 50% pour les autres étudiants.**

2. mutualisme

- **Gratuité de la sécurité sociale étudiante ;**

En attendant la gratuité, pour l'instauration d'une couverture totale et unique pour tous avec une cotisation la plus basse possible évoluant en fonction des revenus de l'étudiant ;

- **pour le remboursement intégral de tous les moyens de contraception (pilule, préservatifs,...) et de l'avortement ;**
- **pour le respect du code du mutualisme ;**
- **contre l'entrée des assurances privées sur le marché ;**
- **pour l'unicité du mutualisme étudiant.**

3 pédagogie, recherche

La défense de la formation doit se faire dans l'esprit que celle-ci est un outil permettant de vendre le plus cher possible sa force de travail. Ceci passe par une lutte intransigeante contre la marchandisation de l'enseignement et toute autre pénétration patronale.

- **pour l'abrogation de la réforme pédagogique de Bayrou qui donne un cadre pour les prochaines réformes pédagogiques en modifiant tel ou tel aspect de la réforme initiale, mais en conservant le principe général d'autonomie ;**
- **pour le retrait total du plan U3M et la non-application du rapport Attali, pour l'arrêt de la contractualisation, pour le maintien du cadre exclusivement public et national du financement des formations, pour le réengagement financier de l'Etat, pour la nationalisation des fonds régionaux déjà mis en œuvre et pour la réquisition de toutes les facs privées ;**
- **contre les formations en alternance, la professionnalisation de l'enseignement, contre toute intervention du patronat dans l'organisation pédagogique et financière de l'université et de l'Education Nationale ;**
- **pour qu'aucun stage ne soit imposé à un étudiant poursuivant une formation non professionnalisante ;**
- **pour que tout stage se déroule dans le cadre des conventions collectives prévues par les CDI ;**
- **pour la fin de l'incitation aux prêts bancaires pour les étudiants, pour des bourses en nombre et en montant suffisants, attribuées sur des critères sociaux définis nationalement et gérées par les CROUS ;**
- **pour la gratuité des études ;**
- **pour que tous les diplômés soient inscrits dans les conventions collectives.**

4 démocratie

L'AGEL-UNEF considère que notre but « fac fermée aux intérêts privés » ne peut être assuré que par la démocratie la plus large, du local au national, de l'Université et du CNOUS. Ceci implique notamment :

- **une augmentation du poids des AITOSS et des étudiants dans les conseils.**

En effet, nous considérons que les enseignants-chercheurs, sans en faire des « ennemis de classe » et en cherchant le front uni avec eux contre la régression, sont plus faiblement opposés au patronat : leur niveau de salaire et les possibilités d'enrichissement qui sont très fortement renforcés par les pôles d'excellence les poussent objectivement à rechercher un compromis avec le patronat. Certains sont de vrais cadres de direction.

La démocratie passe aussi évidemment par la revendication immédiate de :

- **la sortie des conseils d'université de tous ses non-membres, en particulier le patronat.**

Cette indépendance par rapport au patronat et son gouvernement n'implique pas la fermeture au monde mais nécessite au contraire son ouverture pour préserver cette autonomie.

5 culture

Celle-ci doit être considérée comme un tremplin pour l'ouverture des consciences des étudiants à la société et les contradictions qui la traversent.

Dans le domaine de la culture et des loisirs, l'AGEL-UNEF doit combattre pour permettre aux étudiants d'avoir accès à toutes les formes d'expression culturelles sans que celles-ci ne soient limitées par les moyens financiers. De plus, l'UNEF doit lutter pour permettre la multiplication des manifestations culturelles dans les endroits fréquentés par les étudiants, notamment en aidant les étudiants étrangers à avoir une expression culturelle propre, ou encore en favorisant l'accès à toutes les formes de cultures peu ou pas présentes dans les circuits de diffusion culturels traditionnels. Enfin, il nous semble important dans le

contexte actuel de réaffirmer l'importance des matières historiques, littéraires, artistiques ou autres dans les formations à tous les niveaux scolaires et universitaires.

6 recrutement

- Un recrutement en nombre suffisant d'enseignants-chercheurs pour assurer l'objectif de 25 étudiants au plus par TD;
- Un véritable plan pour permettre à un maximum d'enseignants non chercheurs d'accéder au poste d'enseignant-chercheur;
- Un recrutement d'AITOSS satisfaisant les revendications de la CGT, en particulier un renforcement significatif en personnel social, médical et d'assistance psychologique;
- Le recrutement dans la fonction publique du personnel des entreprises privées en sous-traitance par les universités et le CNOUS;
- Un recrutement interne suffisant pour la titularisation de tout le personnel contractuel et intérimaire et fin des recrutements en dehors du cadre des statuts de la fonction publique dans l'université;
- Augmentation des salaires de tout le personnel de l'éducation nationale, en particulier pour les femmes et les immigrés (égalité salariale) et pour les bas salaires

7 financement

- l'augmentation de l'imposition des différents capitaux et de leurs revenus;
- la ponction sur les budgets des ministères de la répression (intérieur), de la guerre (défense) et réquisition du budget des ministères de la maastrichisation (affaires européennes et décentralisation), de la recolonisation (coopération) et de l'acculturation (intégration);
- le financement direct, exclusif et centralisé nationalement de l'Education Nationale et du CNOUS;
- l'augmentation du budget de l'enseignement et des oeuvres sociales.

B Anti-impérialisme

- fin du soutien du gouvernement français à des régimes dictatoriaux ou de non droit, habillés ou non par une vitrine démocratique;
- affirmation claire et forte du droit à l'autodétermination y compris la séparation pour les colonies françaises (DOM-TOM);
- une véritable commission d'enquête sur la responsabilité des militaires français dans le génocide au Rwanda;
- sortie de la France de l'OTAN;
- retrait inconditionnel de toutes les troupes d'occupation impérialiste, en particulier françaises;
- arrêt de tous les embargos impérialistes (Cuba, Irak, Libye, Yougoslavie...);
- annulation de la dette du tiers-monde;
- arrêt du plan de privatisation des entreprises publiques et de tous les autres plans d'ajustement structurels;
- non ratification de l'AMI, PET, NTM ou de leurs copies;
- dissolution de l'OTAN, du FMI, de la BM, de l'OMC, de l'OCDE;
- désarmement de l'ONU (qui n'est plus qu'une chambre d'enregistrement des décisions des impérialistes);
- solidarité avec le peuple et le régime cubains;
- fin des menaces nippo-américaines sur la Corée du Nord ;
- création d'un Etat Palestinien multinational laïque.

Contre la construction européenne

- Le retrait total du rapport et du plan U3M et tout autre plan qui serait basé sur une harmonisation européenne;
- l'abrogation du plan Juppé;
- l'abrogation des traités de Maastricht, d'Amsterdam et de stabilité;
- le retour à l'indépendance monétaire;
- l'arrêt de l'espace Schengen et la destruction du fichier y attenant;
- l'arrêt de l'unification policière et militaire au niveau européen;
- l'arrêt de la régionalisation et réaffirmation du rôle de l'Etat et son réinvestissement financier sur les questions sociales et les services publics;
- la fin des activités de la Commission de Bruxelles;
- le monopole étatique sur le commerce extérieur;
- le retrait de la France de l'OTAN;
- sortie de la France de l'Union Européenne, du Conseil de l'Europe et de l'OCDE;
- au niveau de l'organisation: sortie de l'ESIB (véritable CES étudiante).

Algérie :

- l'UNEF dénonce la politique de la France en Algérie : la caution du gouvernement, dont X ministres sont intégristes et qui réhabilite les fascistes intégristes ;
- droit d'asile pour tous les algériens non intégristes.

C Questions sociales en France

- l'augmentation du nombre de postes aux concours de recrutement des personnels enseignants et non-enseignants;
- le retrait de la « Charte pour le XXI^{ème} siècle », réforme d'Allègre (inspirée par Bayrou) qui s'attaque à l'enseignement primaire et secondaire (appauvrissement des enseignements fondamentaux, transformation des écoles en garderie,...);
- le rejet de la réforme Allègre sur les surveillants qui vise à casser leur statut alors qu'il faudrait une augmentation importante du nombre de postes;
- la titularisation de tous les contrats précaires (MA, CES, emplois-jeunes, CDD,...);
- l'abrogation des lois cadres actuelles sur les 35h sur la base de l'exigence : 35h tout de suite, sans diminution de salaire, sans annualisation, sans augmentation de la flexibilité;
- le retour aux conventions collectives d'avant la signature sur les 35 h pour les branches et entreprises concernées, non aux remises en cause à la baisse des autres;
- SMIC à 8500F;
- la fin de la limite d'âge pour le RMI;
- non aux plans programmés de révision de la fiscalité par Fabius;
- non aux fonds de pension, maintien et amélioration de la retraite par répartition;
- retraite pour tous au moins à 60 ans.

D laïcité

- maintien du caractère laïc de l'enseignement public et de l'Etat,
- réquisition des écoles, collèges, lycées, universités aux mains d'une religion,
- interdiction du CAPES de religion et fin des filières de théologie,
- fin du régime particulier pour l'Alsace-Moselle (concordat de Napoléon),
- interdiction légale et pratique des sectes et réquisition de leurs domaines, maisons, sites religieux;
- contre les entraves à l'athéisme et à la liberté du culte non sectaire de son choix

- pas d'asile politique pour les intégristes, en particulier algériens,
- Fin de l'ingérence d'un état étranger (le Vatican) dans la nomination des évêques de France et retour des territoires du Vatican à l'Italie.

Au niveau organisationnel :

- pas de travail commun avec une organisation développant le repli religieux.

E Antisexisme

- Construction d'une crèche et d'une garderie pour les enfants scolarisés par université;
- adaptation des aides du CROUS à la situation de parents-étudiants;
- avortement, contraception libres et gratuits (l'IVG n'est pas un acte facile et ne se substituera jamais à la contraception!);
- fin des discriminations sexistes à l'embauche, pour les carrières et les salaires des femmes;
- prise en compte de la volonté d'allaitement pour la durée du congé maternité;
- possibilité de prendre un congé maternité rémunéré dès le premier enfant;
- contre toute campagne incitant le retour des femmes au foyer;
- instauration d'un congé paternité d'un mois après l'accouchement;
- suppression de l'AGED;
- extension de la dénomination de viol pour toutes les agressions sexuelles physiques;
- mise en place d'un véritable suivi psychologique pour les victimes de viol;
- constitution d'une commission d'enquêtes sous contrôle des organisations non fascistes de parents sur les réseaux pédophiles, répression exemplaire sur les organisateurs et consommateurs.
- répression pour les consommateurs et organisateurs de la prostitution;

Contre l'homophobie :

- contre les discriminations à l'embauche fondées sur les pratiques sexuelles;
- condamnation de l'extermination et de la répression contre les homosexuels.

F contre le racisme

l'égalité entre étudiants français et étudiants étrangers :

- une carte d'étudiant doit donner droit automatiquement à une carte de séjour;
- l'accès aux bourses pour les étudiants étrangers;
- la suppression des quotas dans les résidences universitaires;
- le remboursement des frais d'inscription sur critères sociaux.

égalité entre français et étrangers :

- abrogation des lois racistes;
- régularisation de tous les Sans-Papiers,;
- fermeture des centres de rétention;
- arrêt des expulsions;
- acquisition automatique de la nationalité française au bout de cinq ans tout en ayant la possibilité de conserver sa ou ses nationalité(s) antérieures;
- droit de vote pour les immigrés à toutes les élections;
- accès pour les étrangers aux postes de la fonction publique.

G lutte contre l'influence fasciste

contre la répression capitaliste :

- **arrêt immédiat des poursuites engagées contre les syndicalistes, militants et luttes défendant les opprimés;**
- **dissolution des RG;**

contre les "théories" d'origine fasciste :

- **fin de l'enseignement de la mise en parallèle du communisme et du fascisme;**
- **abrogation des lois et circulaires racistes et xénophobes;**

contre la fascisation des appareils d'Etat :

- **éviction des fascistes de l'appareil d'Etat;**
- **arrêt immédiat de la destruction des comités de lutte des Sans-Papiers;**
- **fin de l'Europe forteresse;**
- **non à l'armée de métier;**
- **dissolution de la BAC;**

contre l'organisation de masse des fascistes :

- **réplique immédiate et unitaire à toutes les attaques et mobilisations fascistes;**
- **interdiction et dissolution pratiques des organisations fascistes (en particulier FN, MNR, FNJ, RE, GUD, EMF, JAC, branches françaises du FIS et du GIA...);**

solidarité internationale de tous les antifascistes :

- **intransigeance par rapport au droit d'asile pour toutes les victimes non fascistes du fascisme étatique ou menaçant (ex : Algérie);**
- **non à la conciliation avec les intégristes algériens;**
- **solidarité avec les mouvements antifascistes, en particulier avec ceux qui n'ont jamais transigé avec Haider (pour des raisons d'efficacité et de clarté).**

IV Que faire ?

L'AGEL-UNEF adopte les résolutions suivantes pour faire vivre sa plate-forme conformément à ses analyses des deux premières parties.

A Pour le retour immédiat de l'AGEL-UNEF dans l'action

L'AGEL-UNEF a souffert cette année d'un manque de présence sur les luttes. Ainsi, nous avons comme priorité de nous reconstruire comme organisation combative. Nous devons donc préparer la rentrée pour que notre syndicat retrouve son dynamisme et sa vocation combative; nous devons également maintenir notre lutte auprès des Sans-Papiers et du Collectif Etudiant de Soutien. Lors de notre assemblée générale de fin d'année, nous devons préparer notre action lors des chaînes d'inscription. A l'assemblée générale de la rentrée nous préparerons notre bataille sur la baisse du ticket de métro et nous tenons à revenir à notre méthode habituelle pour le SOS-inscription qui doit être plus tourné vers l'organisation des étudiants non-inscrits avec notre syndicat comme force motrice et dirigeante. Avec un tel programme d'action, l'AGEL est prête à relever le défi de se remettre en selle pour reconstruire un syndicat de résistance.

B L'AGEL-UNEF syndicat de proposition

Toutefois, nous ne devons pas agir sans avoir rien à proposer. En effet, nous devons être un syndicat de proposition mais non à la sauce réformiste. Par exemple, l'actuelle direction réformiste de l'UNEF a brandi l'étendard de syndicat de proposition insinuant que le syndicat combatif ne proposait rien. Or, les véritables syndicalistes qu'ont été les "minos" et les fondateurs de l'UNEF Renouveau, ont toujours fait des propositions et ont réussi à mobiliser les étudiants.

L'UNEF doit donc, sans esprit réformiste, proposer un programme immédiat de revendications dans les actions. Nous ne devons pas nous contenter d'une liste de revendications mais nous devons les intégrer dans des axes directionnels motivants et orientés vers l'affrontement avec les plans bourgeois. Nous devons éviter d'un côté la tentation de définir un projet "idéal" pour l'Université et la société (ceci finit toujours en chambre de discussion) mais de l'autre éviter la catégorisation des luttes. C'est ce que notre partie "nos axes revendicatifs" a commencé à faire.

En proposant nos axes et plate-forme revendicatifs, nous ne devons pas pour autant essayer de l'imposer aux étudiants; nous n'avons pas toujours raison. De plus, nous savons dans l'ensemble où en sont idéologiquement la majorité des étudiants. C'est de là que nous devons partir et petit à petit nous devons les amener au combat conscient contre le système actuel.

C Nécessité d'un syndicat anticapitaliste

Lors des derniers congrès nationaux, les délégués de Lille ont voté avec les AGE qui se reconnaissent derrière la formule de "syndicat de transformation sociale", parce que nous en soutenions le contenu implicite ou explicite, mais une telle formulation ne nous convient pas. Nous faisons observer tout d'abord que l'UNEF-ID se réclame du "syndicalisme de transformation sociale" ! La formule n'aide pas à clarifier les différentes conceptions syndicales chez les étudiants. Les réformistes de la CFDT et dans la CGT brandissent, eux aussi, régulièrement aussi ce drapeau.

Par cette formule, les réformistes indiquent qu'ils se battent pour des réformes qui, dans un processus accumulatif, vont transformer la société. C'est une illusion qui repose sur une négation du fait que pour changer le système économique et social, il n'est pas d'autres perspectives que celle de l'abolition du capitalisme.

Si l'action syndicale peut et doit contribuer à la lutte pour le changement de société, c'est en élevant l'action syndicale à un niveau permettant aux travailleurs et aux futurs travailleurs (étudiants) de comprendre par leur propre expérience la nature des obstacles auxquelles se heurtent leurs aspirations, et c'est en situant clairement cette action syndicale dans la perspective de la suppression de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. Mais, l'action syndicale, à elle seule, ne peut pas assumer ce changement de société qui est de caractère purement politique puisqu'il implique le renversement de l'actuelle classe dirigeante.

Nous constatons que les camarades étudiants partisans du "syndicat de transformation sociale" veulent souvent simplement indiquer par cette formule que l'UNEF doit s'ouvrir aux problèmes autres que les problèmes strictement étudiants, que l'UNEF doit s'ouvrir aux questions de société. Nous sommes évidemment d'accord mais nous insistons sur le fait que cette "ouverture" doit être bien fondée théoriquement :

Comme nous l'avons indiqué en introduction, les étudiants ne forment pas une classe sociale particulière, c'est un milieu hétérogène marqué par des origines de classe différentes, un milieu transitoire; mais **la majorité des étudiants deviendront des travailleurs salariés**. Ainsi, on peut dire que l'UNEF regroupe des futurs travailleurs (futurs cadres, futurs employés, futurs ouvriers...). C'est ce qui fonde objectivement sa place au côté des organisations syndicales de travailleurs (et des associations de chômeurs), dans la lutte de classe qui traverse la société.

L'UNEF doit prendre en compte à la fois les revendications spécifiques des étudiants-futurs travailleurs et les revendications générales de l'ensemble de la classe ouvrière. Comme organisation regroupant des « futurs travailleurs », l'UNEF ne soutient pas les revendications de la classe ouvrière par "solidarité" avec elle (par un vague sentiment "humaniste") mais parce que ces revendications la concernent directement, au même titre que les chômeurs (travailleurs privés d'emploi).

L'UNEF doit regrouper tous les futurs travailleurs conscients de la nécessité de la lutte contre l'exploitation capitaliste. L'UNEF doit donc être un syndicat anticapitaliste, un syndicat de lutte de classe où sont pris en compte les intérêts individuels et collectifs de tous les travailleurs, français et immigrés, des futurs travailleurs (étudiants) et des chômeurs.

D Interventions de l'AGEL-UNEF dans les luttes

L'AGEL-UNEF, en tant que syndicat de résistance, anticapitaliste, a décidé de participer à l'intersyndicale "Ensemble Contre les Réformes Allègre" (ECRA), au collectif de soutien à Mumia Abu-Jamal et au collectif étudiant de soutien aux Sans Papiers. Ces deux dernières organisations reposent trop exclusivement sur des bases humanitaires. Quant à ECRA, elle souffre de ne pas avoir été qu'une intersyndicale mais utilisée trop régulièrement pour tenter de créer précipitamment un nouveau syndicat. L'AGEL-UNEF ne doit pas s'interdire de défendre ses analyses et propositions dans ses trois structures. A ce titre, tous les camarades de l'AGEL-UNEF doivent participer au suivi de ces actions, mais nous devons néanmoins nommer un ou deux responsables du suivi de chacune de ces structures. Ceux-ci seront choisis sur les critères suivants : connaissance du sujet et des positions de l'AGEL-UNEF, capacité à mener ce combat en tant que responsables.

E Propagande de l'AGEL-UNEF

L'UNEF de Lille pour devenir un syndicat de résistance anticapitaliste doit évidemment être dans les luttes mais ce n'est pas tout. L'AGEL-UNEF doit avoir un outil de diffusion de ces positions, analyses, propositions et revendications : un journal.. A la prochaine assemblée générale, le dispositif pour la mise en route de celui-ci dès la rentrée sera étudié pour dépasser les "divergences" rencontrées à la commission de février de cette année. Le titre sera "Résistance étudiante" puisque c'est le terme qui reflète le plus notre position lors de ce congrès car correspondant à la situation actuelle.

F Augmentons le niveau qualitatif de notre syndicat pour le renforcer quantitativement

Nous devons être plus convaincants auprès des étudiants; le rôle dans les luttes est évidemment très important mais, désormais, nous ne négligerons plus l'aspect conscient. C'est pour cela que nous devons pousser l'ensemble de nos camarades à avoir une conscience plus forte. A cet effet, l'AGEL-UNEF devra former ses adhérents. Il faut choisir des responsables de cette formation. Pour cela il faut, s'ils le désirent, que ce soit les membres du bureau d'AGEL (en tant que dirigeant) et les "anciens", ceux qui ont à Lille le plus "d'expérience UNEF". Ces derniers, s'ils acceptent, devraient être chargés de nous faire des propositions pour cette formation.

G L'unité interne comme garante pour aller de l'avant: adoptons une plate-forme minimale

L'étudiant, voulant adhérer à l'AGEL-UNEF et en accord avec notre plate-forme minimale, doit être parrainé par un camarade de notre AGE. Ensuite, le Bureau d'AGEL le rencontrera et examinera sa candidature. Ces deux dispositifs devront contribuer également à conserver notre unité interne.

H Prévention contre les influences antisyndicales

La nécessité de l'adhésion à la plate-forme minimale et la formation régleront une partie des problèmes de manque de suivi militant et de cohésion interne. Notre syndicat, de plus, ne doit compter que des adhérents-militants, même si le militantisme n'implique pas le délaissement des études et ne doit pas se faire au détriment de leur travail salarié. Grâce aux moyens évoqués nous réglerons aussi le problème de définition du rôle du bureau qui dans tous les cas n'est pas qu'une signature, le problème de définition de l'EMF comme une organisation fasciste-intégriste, deux problèmes qui nous ont beaucoup préoccupés ces

derniers temps. Ainsi, grâce à cela nous aurons mis plus de chance de notre côté pour créer un syndicat combatif de résistance anticapitaliste digne de ce nom.

Ce dispositif n'est pas suffisant en lui-même. Ainsi, quand des membres sont trop en inadéquation avec les lignes syndicales revendicative et pratique ou pire encore sont des casseurs de syndicat, l'AGEL-UNEF devra prendre les mesures qui s'imposent. Le bureau d'AGEL devra être à l'initiative pour signaler ce problème. Dans le cas contraire, c'est l'Assemblée Générale tout en critiquant son bureau qui devra tenir ce rôle. Toutefois, il ne faudra pas exclure à tour de bras, des avertissements devraient suffire pour certains camarades. Ces genres de sanction sont destinées à ceux qui ne respectent pas notre mode de fonctionnement, nos actions ou nos décisions. L'AGEL-UNEF doit être capable de prendre ce genre de mesure; l'AGEL-UNEF n'est pas une association humanitaire, elle est un syndicat de résistance anticapitaliste.

I Voies et moyens à suivre dans le court terme pour la reconstruction au niveau national

L'AGEL-UNEF veut mettre en oeuvre son programme: reconstruire ou plutôt participer à la reconstruction d'un syndicat national étudiant anticapitaliste. L'AGEL-UNEF a déjà sa tactique pour recréer un syndicat national étudiant de résistance. Nous confirmons notre accord avec le texte "*Pourquoi l'AGE de Lille doit rester à l'UNEF ?*" adoptée le 26 mai 1999 [Le texte peut être commandé auprès de l'AGEL-UNEF].

J Une perspective d'un renouveau de l'internationalisme syndical étudiant

L'AGEL-UNEF a conscience qu'une des plus belles pages de l'histoire de l'UNEF a été sa lutte pendant la guerre de libération nationale de l'Algérie. L'UNEF sera la première organisation française à revendiquer "paix et indépendance pour l'Algérie".

L'UNEF sortira, certes tardivement (1967) de la CIE pro-occidentale, et a rejoint l'UIE, 1^{ère} internationale étudiante progressiste.

Récemment (24 avril 2000) un Réseau International Etudiant d'Organisations a été créé. Les points suivants pour un plan d'action ont fait l'unanimité dans la mise en place du réseau :

- rechasser les politiques néolibérales de l'impérialisme, dictées par le FMI, la BM et l'OCDE. Ainsi, nous manifestons aussi notre opposition aux gouvernements qui les appliquent, en particulier dans le secteur éducatif;
- lutter pour l'obtention d'un meilleur budget pour l'Education publique. Ce budget doit augmenter pour atteindre au moins le niveau des 12% du PIB. Cette augmentation doit être obtenue grâce au non-paiement de la dette extérieure de chaque pays où le financement est dévié par le remboursement de celle-ci;
- lutter pour défendre l'éducation publique et gratuite à tous ses niveaux, et partout dans le monde;
- exiger la démocratisation des universités et des institutions d'Education Supérieur et par conséquent de ses formes de direction, ainsi que le respect des autonomies universitaires (par rapport au gouvernement, et non pas dans le sens du financement comme on l'entend en Europe);
- réétudier le rôle et les devoirs en leur donnant un caractère plus humaniste;
- relier la lutte étudiante avec les autres secteurs sociaux comme ceux de l'ouvrier, du paysan, des communautés indiennes, des immigrés et des homosexuels afin de réaliser une lutte unifiée pour la défense de nos droits;
- exiger la libération des prisonniers politiques de l'UNAM (Université Nationale Autonome de Mexico) et du reste du monde;
- ce réseau se maintient indépendant des gouvernements et des régimes politiques.

L'AGEL-UNEF soutient cette initiative et s'engage à prendre contact avec ce Réseau.

CONCLUSION

En conclusion, l'AGEL-UNEF a aujourd'hui une plate-forme syndicale de qualité et d'envergure, premier aboutissement d'un processus engagé depuis un peu plus d'un an (Avant, nous n'avions pas de plate-forme syndicale !) Ainsi, nous partons sur de bonnes bases pour agir et aller de l'avant. L'AGEL-

UNEF a pris conscience qu'elle devait devenir un syndicat de résistance anticapitaliste, en analysant notre société et la période réactionnaire que nous subissons. En conséquence, elle se prépare aux luttes et est prête à passer une période difficile avec un nombre logiquement faible d'adhérents mais des adhérents-militants conscients, prêts à lutter, prêts à former ses membres,... prêts à remplir leur rôle de syndicalistes organisant la résistance puis la riposte étudiante. Nous avons également pris conscience du rôle que nous devons jouer dans le renouveau du syndicalisme étudiant, dans l'aide que nous devons apporter à la création d'un nouveau syndicat national étudiant de résistance anticapitaliste.

En bref, nous avons un dur combat, un long et difficile travail qui nous attend. Mais celui-ci est tout à fait réalisable.